

# FORMULAIRE DE COMPTE-RENDU OFFICIEL

<b>DATE DE LA CONCERTATION</b>	Mardi, 8 Juin 2021 10:00 GMT -04:00
<b>TITRE DE LA CONCERTATION</b>	SAN et les ODD
<b>COORDONNATEUR</b>	Agr. Harmel Cazeau, Coordonnateur de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
<b>PAGE DE LA CONCERTATION</b>	<a href="https://summitdialogues.org/fr/dialogue/42994/">https://summitdialogues.org/fr/dialogue/42994/</a>
<b>TYPE DE CONCERTATION</b>	État membre
<b>CIBLE GÉOGRAPHIQUE</b>	Haiti

Les résultats de la Concertation pour le Sommet sur les systèmes alimentaires seront utiles pour développer la voie vers des systèmes alimentaires durables là où elles ont lieu. Ils constitueront une contribution précieuse aux voies nationales et intéresseront également les différents groupes de travail qui préparent le Sommet : les pistes d'action, les groupes scientifiques et les Champions, mais aussi les autres Concertations.

# 1. PARTICIPATION

## NOMBRE DE PARTICIPANTS TOTAL

## PARTICIPATION PAR TRANCHE D'ÂGE

0-18	10	19-30	21	31-50	5	51-65	1	66-80	80+
------	----	-------	----	-------	---	-------	---	-------	-----

## PARTICIPATION PAR SEXE

27	Homme	16	Femme		Je préfère ne pas répondre / autre
----	-------	----	-------	--	------------------------------------

## NOMBRE DE PARTICIPANTS DE CHAQUE SECTEUR

6	agriculture/cultures	4	Éducation	2	Soins de santé
2	Pêche et aquaculture	2	Communication		nutrition
	Élevage		Transformation des aliments		Gouvernement national ou local
	Agroforesterie		Commerce alimentaire, marchés		Utilitaires
3	Environnement et écologie	2	Industrie alimentaire	1	Industrie
2	Commerce	2	Services financiers	2	Autre

## NOMBRE DE PARTICIPANTS DE CHAQUE GROUPE DE PARTIES PRENANTES

2	Petite / moyenne entreprise / artisan		Travailleurs et syndicats
1	Grande entreprise nationale		Membre du Parlement
	Société multinationale	2	Autorités locales
2	Petit exploitant	10	Gouvernement et institution nationale
	Exploitant moyen		Communauté économique régionale
	Grand exploitant		Nations Unies
10	Organisation non gouvernementale locale		Institution financière internationale
2	Organisation non gouvernementale internationale	1	Fondation privée / Partenariat / Alliance
2	Peuple autochtone	1	Groupe de consommateurs
3	Science et université	2	Autre

## 2. PRINCIPES D'ENGAGEMENT

### COMMENT AVEZ-VOUS ORGANISÉ LA CONCERTATION DE FAÇON À INTÉGRER, RENFORCER ET AMÉLIORER LES PRINCIPES?

Les ateliers de concertation du département du Nord d'Haïti se sont tenus à l'hôtel Villa Cana. Suite à une mise en contexte de l'activité effectuée par les responsables, les participants ont vite compris le bien fondé du travail collectif à entreprendre afin d'identifier les problèmes et proposer des éléments de solutions affectant positivement le système alimentaire national devant répondre favorablement à l'atteinte des ODD d'ici jusqu'à 2030. La majorité des acteurs présents sont d'avis qu'il faut renforcer les actions liées à la SAN au niveau du Nord. Ils ont vite compris qu'une seule journée de travail ne suffira pas pour aborder toutes les questions y relatives. Ils estiment qu'il s'agit d'une importante opportunité où chacun pourra s'exprimer et faire entendre ses principales revendications. La situation au niveau du Nord reste très préoccupante parce que très peu de travail de recherche a été effectué sur les causes qui ont contribué à affaiblir le système alimentaire actuel. Les pertes post récolte, le gaspillage de produits agricoles au temps de moisson et parfois l'accès difficile des produits aux points d'écoulement entravent la survie ou pérennité du système local. Pourtant, le nord dispose de fortes potentialités qu'on pourrait mettre en exergue. Prenons en seulement trois exemples. Le Nord dispose d'un port ouvert au commerce extérieur. Il existe un site balnéaire (plage Labadi) où transitent régulièrement des bateaux de croisière remplis de touristes qui doivent s'alimenter pendant leurs passages, Et en plus, on retrouve la Citadelle Laferrière située en altitude qui est un monument historique classé par l'UNESCO : neuvième merveille du monde, exploitée pour des visites touristiques et pouvant aussi servir au montage de films.

### COMMENT AVEZ-VOUS FAIT EN SORTE QUE VOTRE CONCERTATION REFLÈTE DES ASPECTS SPÉCIFIQUES DES PRINCIPES ?

L'atelier a pu se réaliser grâce à l'appui des agents de liaison traditionnellement engagés par la CNSA pour conduire ses activités ordinaires liées à la SAN. Ces derniers ont distribué les courriers relatifs aux invitations et ont aussi multiplié les contacts pour atteindre les différents acteurs à venir prendre part à cet atelier de travail. Les différents secteurs de la vie de la communauté du Nord avaient pris part à cette concertation. Comme pour les autres ateliers, des médias locaux ont pu communiquer avec les responsables présents et les invités pour s'informer d'abord sur les raisons majeures nécessitant la réalisation d'un tel travail au niveau du département et aussi arriver à comprendre les retombées d'une telle initiative sur le futur de la collectivité septentrionale. L'ensemble des parties prenantes assez motivées ont effectué des échanges fructueux et très enrichissants. Elles ont pu réaliser un diagnostic rapide du système alimentaire existant et proposé des pistes d'actions devant favoriser l'atteinte des Objectifs de Développement Durables (ODD). Elles sont assez enthousiasmées pour visionner les transformations que devra connaître cette communauté dans un avenir proche.

### AVEZ-VOUS DES CONSEILS À DONNER AUX AUTRES COORDONNATEURS DE CONCERTATIONS SUR L'ÉVALUATION DES PRINCIPES D'ENGAGEMENT ?

# 3. MÉTHODE

Les résultats d'une Concertation sont influencés par la méthode utilisée.

**AVEZ-VOUS UTILISÉ LA MÉTHODE RECOMMANDÉE DANS LE MANUEL DE RÉFÉRENCE DES COORDONNATEURS ?**

Oui

Non

Les ateliers de concertation du Nord se sont déroulés en présentiel suivant cet agenda : Salutations- Prière Présentation de l'équipe d'animation/ facilitation Présentation des participants Lecture du mot du coordonnateur Présentation des objectifs de la rencontre et de la méthodologie Définition du concept Système Alimentaire Présentation des systèmes alimentaires en Haïti, le constat Constitution des groupes de travail Travail en ateliers restreints Retour en plénière et présentation des résultats d'ateliers L'atelier de concertation a été réalisé en trois étapes suivant une démarche préétablie ou fixée avec l'ensemble des acteurs : La première étape consiste d'abord à fournir aux participants un ensemble d'informations sur les systèmes alimentaires et d'explication sur le processus du Sommet et ensuite leur annoncer la démarche à suivre pour effectuer le travail du jour. Il s'agissait surtout de leur faire comprendre que le temps imparti pour l'atelier doit être bien valorisé et que tout devrait être effectué suivant une méthode accélérée de recherche participative qui consiste à collecter de manière consensuelle et très vite le maximum d'informations puis les traiter pour les traduire en de vrais programmes à exécuter pour l'ensemble du département afin d'atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle adéquate au niveau national. En fait, l'essence de la concertation se résume à un travail collectif qui vise à décrire le système alimentaire dans la communauté, identifier les potentialités et les faiblesses et enfin proposer des éléments de solutions pouvant être appliqués sans délai en vue de concourir à l'atteinte des ODD. La deuxième étape de l'atelier tire son ampleur du fait qu'il donne l'occasion à tous les participants non seulement d'observer mais surtout de prendre conscience que les Objectifs de développement durable (ODD) ne pourraient pas à l'avenir être atteints sans transformer les systèmes alimentaires et agricoles mondiaux. Les acteurs locaux ont réfléchi pour changer en profondeur le système alimentaire local appelé à devenir plus productif, résilient, durable et capable de fournir des aliments plus nutritifs et abordables. Chaque participant reste persuadé qu'il est avantageux que tous s'organisent en association pour mieux porter leurs revendications et les intégrer dans la politique du pays. Pour franchir cette étape les participants furent regroupés selon leur secteur d'appartenance et leur expertise en sept(7) groupes thématiques. Ils se sont penchés sur les enjeux du système alimentaire existant y compris les forces et vulnérabilités, ont exploré les options et opportunités de changement et ont déterminé des pistes d'action prioritaires pour le futur. Les sept groupes ont travaillé sur les thèmes suivants : Groupe 1 : Production végétale Groupe 2 : Stockage, Transformations et commercialisation des produits agricoles Groupe 3 : Services agricoles Groupe 4 : Santé Nutritionnelle Groupe 5 : Gouvernance et Genre, rôle et participation des femmes Groupe 6 : Questions environnementales : Consommation et production responsable, Changements climatiques Groupe 7 : Elevage et pêche L'animateur et les facilitateurs ont accompagné les participants pour les aider à mieux comprendre les thèmes et pour remplir le formulaire d'engagement. Un temps de 45 minutes a été accordé aux différents groupes pour produire leur réflexion. La dernière étape constitue la période de restitution dite plénière. Il revient donc à chaque groupe de présenter le travail accompli pour être validé par l'assistance. Cette période est répartie sur 90 minutes. L'opportunité est offerte à chaque participant de réagir pour infirmer, confirmer et enfin compléter les résolutions assorties qui devront recevoir l'engagement de tous. Ainsi il est certain que toutes les voix ont été entendues et qu'un large consensus ait été trouvé sur les sujets suivants comme : Accessibilité de tous à des aliments sains et nutritifs Modes de consommation et de production durables Disponibilité des moyens de subsistance équitables

# THÈMES ET RÉSULTATS DE LA CONCERTATION

## POINT D'INTÉRÊT MAJEUR

Les transformations des systèmes alimentaires pour l'atteinte des ODD

L'atelier de concertation étant un espace de débat et de résolutions prises sur de large consensus permettra au gouvernement haïtien de s'engager dans les questions de construction de systèmes alimentaires durables dans leur ensemble. Le thème majeur de la concertation défini par la CNSA s'arrange autour de la nécessité de transformer les systèmes alimentaires pour l'atteinte des ODD. Il s'agit d'une étude complète qui prend en compte les différents enjeux et questions clés en lien avec l'atteinte des ODD. Le cadre de référence, qui suit, nous aligne sur les enjeux nutritionnels, socioéconomiques et environnementaux à la recherche de solutions durables et d'engagement. Des réponses aux différentes questions permettent une analyse profonde des différents aspects de la Sécurité alimentaire et Nutritionnelle (SAN) en Haïti.

Cadre de référence

1- Enjeux nutritionnel : Eradiquer la faim et assurer la santé nutritionnelle de manière durable

Quels sont les besoins alimentaires (Produits vivriers, protéines animales, fruits et légumes, etc.) actuels de la population ? Comment combler les déficits actuels en matière de production ? Pistes de réflexion : toutes les politiques/actions pour agir sur les contraintes à la croissance de la production alimentaire ?

Comment organiser les industries de transformation pour répondre à ces besoins alimentaires ?

Comment limiter ou contrer les variations saisonnières dans les disponibilités alimentaires ?

Quels systèmes permettent de garantir la conformité aux normes de sécurité et de qualité des denrées ou des produits transformés ?

Comment organiser la logistique de distribution ?

Quelles sont les habitudes/préférences alimentaires de ménages ?

Comment porter les ménages à changer d'habitudes alimentaires et quels sont les enjeux qui y sont associés ?

Comment rendre accessibles les aliments produits aux groupes les plus vulnérables ?

2- Enjeu socioéconomique : Stimuler une croissance inclusive à partir des transformations structurelles de la chaîne d'approvisionnement alimentaire

Comment développer l'industrie des intrants agricoles (machines et équipements; fertilisants et pesticides et l'industrie d'équipements pour la transformation (machines, outils etc.), les industries d'emballage ?

Comment intégrer / connecter les petites, les moyennes et les grandes entreprises dans la chaîne de distribution alimentaire ?

Quelles politiques d'infrastructures de distribution (moyens de stockage/conservation, de transports ?)

Comment stimuler les investissements privés (investissements locaux et investissements étrangers ? directs) dans la transformation structurelle de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ?

Quelles politiques fiscales, commerciales et financières pour soutenir la transformation de la chaîne d'approvisionnement ?

Quelles politiques de régulation compatibles à la transformation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (législation qui encadre la concurrence) ?

Quelles politiques de formation professionnelle pour soutenir ces changements structurels ?

Comment intégrer la problématique de genre dans la transformation de la chaîne d'approvisionnement ?

Quelles politiques de protection sociales pour les travailleurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire ?

3- Enjeux environnementaux : Promouvoir des comportements responsables dans la transformation de la chaîne alimentaire

Comment la dégradation de l'environnement et les changements climatiques affectent les systèmes alimentaires actuels ?

Quelles politiques d'adaptation aux changements climatiques ?

Quelles politiques de protection et de restauration des écosystèmes naturels ?

Quelles normes environnementales qui régissent les comportements des acteurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement ?

Comment protéger les groupes les plus vulnérables contre les effets des changements climatiques majeurs ?

## PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- ✓ Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

## MOTS-CLÉS

- Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- ✓ Environnement et climat

## PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les acteurs du Nord ont tracé la voie à suivre pour l'engagement et le leadership d'Haïti dans la transition vers un système alimentaire durable.

Ils ont préconisé :

Un développement accéléré et soutenu de l'agriculture en mettant en œuvre des politiques et des institutions efficaces dans le secteur agricole. Il faut offrir des incitations appropriées aux agriculteurs et garantir l'existence de conditions leur permettant d'avoir un statut légal. Les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre des politiques macro-économiques saines de nature à faciliter la vente des produits agricoles aussi bien sur les marchés intérieurs que sur les marchés d'exportation, et mettre en place une infrastructure institutionnelle. Faudra-t-il prôner la normalisation des produits agricoles pour ne pas continuer à vendre certains produits par , par ou , etc mais définitivement en livres ou kilogrammes avec prix fixé par les ministères concernés.

Un accompagnement des associations d'agriculteurs sur l'identification des zones géographiques prioritaires en besoin de structure de stockage en fonction des types de produits agricoles. L'Etat Haïtien devra mettre en place des structures de stockage prenant en compte les besoins par zone géographique (ville, section communale).

Un appui et accompagnement aux associations d'agriculteurs à l'identification des méthodes innovantes ou modernes pour les structures de transformation. L'Etat Haïtien devra assurer la formation des associations aux méthodes de stockage innovantes et au système de stockage de produits agricoles aux besoins/exigences différenciés. Un contrôle de qualité des produits alimentaires à consommer (via un plan sanitaire) devra être établi par le MARNDR et le MSPP comme c'était le cas des années 86 et 87.

La création des circuits de communication pour permettre aux informations de terrain de remonter et même d'identifier des projets susceptibles de rendre les services agricoles plus durables. Il revient à l'Etat central de mettre un cadre légal pour structurer l'exploitation. Les matériels d'exploitation agricole auront une assurance publique (service d'assurance). Les règles de marchés doivent inclure la protection sociale des producteurs vis-à-vis des risques. L'amélioration des systèmes alimentaires en Haïti en Investissant davantage autour de la SAN et en capitalisant sur les solutions proposées à travers des plans stratégiques liés à la politique et stratégie nationale de souveraineté et de sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà validée par l'Etat haïtien. Les pratiques alimentaires de la population du nord seront améliorées par la mobilisation communautaire et la sensibilisation à grande échelle.

Un Plaidoyer afin que l'Etat respecte son engagement envers la population du point de vue de l'accès aux aliments. Il travaillera à renforcer les capacités techniques et financières des agriculteurs par le biais du ministère de l'agriculture des ressources naturelles et de Développement rural (MARNDR), développer ou renforcer les systèmes d'irrigation. Une campagne de sensibilisation des jeunes qui doivent retourner pratiquer l'agriculture (agronomie) comme une profession à part entière.

La subvention des quelques intrants agricoles (semences, engrais) comme c'était le cas des années 86 et 87.

La formation et l'information de la population pour un changement sur leur mode de consommation. Il faut une prise de conscience de la société civile sinon dans les prochaines années, nous dépendrons directement de l'importation si rien n'est fait. En termes d'actions concrètes l'Etat doit :

Changer sa politique de développement local,  
Renforcer la sécurité foncière,  
Encourager la production nationale, création des industries de transformation agricole,  
Sensibiliser la population sur l'importance et la valeur nutritive des produits locaux bios,  
Réguler le marché tout en renforçant la politique publique,  
Subventionner les produits locaux afin que toute la population puisse en avoir accès.

Pour la pêche

Former les pêcheurs afin de structurer les circuits de commercialisation (identification de marché)  
Aider à mettre en place de nouveaux moyens de pratiquer la pêche en termes de développement durable (Coopération Etat-Association- ONG)  
Aider les associations à utiliser les techniques de géoréférencement afin de localiser les dispositifs de concentration de poisson (DCP).

Pour l'élevage :

Accompagner/ former les organisations paysannes dans la mise en place, l'exploitation de parcelles fourragères  
Former les organisations à mieux appréhender/ intégrer la vaccination de leurs cheptels.

## PISTES D'ACTION

✓	Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
	Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
	Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
✓	Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
	Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

## MOTS-CLÉS

✓	Finance		Politique
✓	Innovation		Données et preuves
✓	Droits de l'homme	✓	Gouvernance
✓	L'autonomisation des Femmes et des Jeunes		Compromis
		✓	Environnement et climat



## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 1/7

Sujet de discussion1 : Production végétale

L'Etat Haitien doit: mener plusieurs enquêtes sur la situation de la production, travailler à régulariser le statut des producteurs, mettre en place un centre de formation et de recherche, construire des routes, des centres de santé et moderniser l'agriculture. Il doit exister un vrai partenariat entre l'État et le secteur privé dans la mise en place des usines de transformation.

### PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- |                                     |   |                          |                         |
|-------------------------------------|---|--------------------------|-------------------------|
| <input type="checkbox"/>            | Finance                                   | <input type="checkbox"/> | Politique               |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Innovation                                | <input type="checkbox"/> | Données et preuves      |
| <input type="checkbox"/>            | Droits de l'homme                         | <input type="checkbox"/> | Gouvernance             |
| <input type="checkbox"/>            | L'autonomisation des Femmes et des Jeunes | <input type="checkbox"/> | Compromis               |
|                                     |   | <input type="checkbox"/> | Environnement et climat |

## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 2/7

Sujet de discussion2 : Production animale et pêche

L'augmentation de la production animale passe par une meilleure disponibilité en eau pour abreuver les animaux et aussi pour produire assez de fourrage. Il faudra envisager aussi à rendre disponibles des vaccins pour les éleveurs à travers l'Unité de Protection Sanitaire du MARNDR et faciliter l'accès de carnet de vaccination pour le bétail et l'accès d'anneaux d'identification pour les bœufs tout en renforçant les structures locales (Casec, Asec) et les organisations locales impliquées dans la gestion de ce secteur très porteur dans l'économie nationale étant capable de réduire l'importation. Il faudra aussi réduire le vol des animaux dans les exploitations.

Quant au secteur de pêche il faut : encadrer les pêcheurs, structurer les anciennes associations et en former de nouvelles. La pêche peut être organisée en fédération et coopérative afin de s'assurer de la bonne gestion des matériels de pêche et faciliter aussi la vente des produits des pêcheurs.

### PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- |   |                         |
|---|-------------------------|
| Finance                                   | Politique               |
| ✓ Innovation                              | Données et preuves      |
| Droits de l'homme                         | Gouvernance             |
| L'autonomisation des Femmes et des Jeunes | Compromis               |
|   | Environnement et climat |

## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 3/7

Sujet de discussion 3 Services agricoles

L'Etat devra élaborer une politique agricole qui touche la réalité des exploitants en ce qui a trait au crédit agricole pour production et transformation de produits. Un partenariat public privé est à envisager pour le développement du Nord.

### PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- |   |   |   |                         |
|---|---|---|-------------------------|
| ✓ | Finance                                   | ✓ | Politique               |
|   | Innovation                                |   | Données et preuves      |
|   | Droits de l'homme                         |   | Gouvernance             |
|   | L'autonomisation des Femmes et des Jeunes |   | Compromis               |
|   |   |   | Environnement et climat |

## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 4/7

Sujet de discussion 4 Stockage, transformation et commercialisation

Le développement de ce secteur passe par la mise en place de nouvelles infrastructures qui requièrent un large partenariat entre l'État et le secteur privé.

### PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- Environnement et climat

## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 5/7

### Sujet de discussion 5 Santé nutritionnelle

Bon nombres de gens et surtout les enfants souffrent de malnutrition en Haiti. C'est dire que le corps ne reçoit pas tous les vitamines et éléments nutritifs dont il a besoin pour bien fonctionner. Le système de défense est faible, et la personne en question devient sensible à toute sorte de maladie, comme : marasme, kwashiorkor, obésité. Pour améliorer la situation, l'assistance encourage à promouvoir surtout en milieu rural, le « jardin lakou », un type de cultures à cycle court ( épinard, tomate, calalou, etc) qui fournissent assez d'ingrédients riches en éléments nutritifs indispensables à une bonne croissance.

#### PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

#### MOTS-CLÉS

- |                          |   |                          |                         |
|--------------------------|---|--------------------------|-------------------------|
| <input type="checkbox"/> | Finance                                   | <input type="checkbox"/> | Politique               |
| <input type="checkbox"/> | Innovation                                | <input type="checkbox"/> | Données et preuves      |
| <input type="checkbox"/> | Droits de l'homme                         | <input type="checkbox"/> | Gouvernance             |
| <input type="checkbox"/> | L'autonomisation des Femmes et des Jeunes | <input type="checkbox"/> | Compromis               |
| <input type="checkbox"/> |   | <input type="checkbox"/> | Environnement et climat |

## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 6/7

Sujet de discussion 6 : Gouvernance et Genre, rôle et participation des femmes

L'Etat est responsable de tout ce qui se fait dans le pays, il doit instituer des services de vérification pour tout produit venant de l'extérieur afin de protéger la nation. L'état devrait surveiller tout ce qui se fait dans le pays et encourager la création de richesses devant être redistribuées à la collectivité. Le secteur privé doit s'allier avec l'Etat pour créer des meilleures conditions de vie pour la population afin de mieux exploiter les ressources du pays, créer des emplois, construire des usines de transformation pour éviter les pertes post récoltes et mettre à disposition les produits en quantité et en qualité. Il est souhaité que les femmes s'intègrent dans les activités du pays à part égal.

### PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- |   |                         |
|---|-------------------------|
| Finance                                     | Politique               |
| Innovation                                  | Données et preuves      |
| Droits de l'homme                           | ✓ Gouvernance           |
| ✓ L'autonomisation des Femmes et des Jeunes | Compromis               |
|   | Environnement et climat |

## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 7/7

Sujet de discussion 7 : Questions environnementales : Consommation et production responsable, Changements climatiques

L'eau reste parfois un produit rare dans certaines régions du Nord à cause de la diminution des pluies. C'est signe que les changements climatiques sont omniprésents. Les gens encouragent le reboisement des mornes et suggèrent que l'Etat empêche les constructions anarchiques surtout dans les zones agricoles. Ils encouragent aussi que l'Etat accordent des bourses d'études à des étudiants dans le domaine de l'agronomie.

### PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- Environnement et climat

## POINTS DE DIVERGENCE

Les divergences sont apparues sur la meilleure méthode de contrer les variations saisonnières en influence sur les disponibilités alimentaires. En fin de discussion, il a été compris que l'effet des variations saisonnières peut être contré au moyen du volume de production (recours au surplus de production pour satisfaire la demande au moment de faible production) et aussi au moyen de stockage agricole (réserves de semences résilientes et de produits agricoles pour temps de crise).

En termes de divergences, sur la question des services agricoles, il est posé à quel niveau devrait être accessible le financement des équipements agricoles en termes de subvention. D'un côté, il était question de « boutique agricole » exclusivement et d'un autre côté au niveau des quincailleries. Au final, il a été compris que ce serait dans l'intérêt de tous que ce soit possible aussi bien en « boutique agricole » qu'en quincaillerie.

Sur le renforcement des secteurs au niveau local, il a été envisagé d'un côté que les structures d'ASEC et CASEC sont prioritaires. Cependant, d'un autre côté, il a été vu que former/ créer des unités de police communale pour le respect des normes est plus vital. Au final, il a été compris qu'il ne doit pas y avoir de choix que les deux options sont à considérer car l'une et l'autre sont aussi importantes.

### PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- ✓ Environnement et climat



# PIÈCES JOINTES ET LIENS UTILES

---

## PIÈCES JOINTES

- **Extraits des présentations des différents groupes thématiques**  
<https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/09/Extraits.docx>